



Communiqué de presse – 21 octobre 2021

**Le *Shift Project* publie son nouveau rapport
« Décarboner l'Administration publique »**

Pensé comme un outil à destination des élus, des décideurs et des agents publics, ce rapport présente une série de mesures concrètes permettant à tous les échelons de l'administration de faire face aux défis énergétiques et climatiques tout en assurant la continuité du service public.

La France ne pourra pas respecter les Accords de Paris et atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 sans l'appui des 5 millions d'agents publics qui font tourner les rouages de son administration. Avec ce nouveau rapport, le *Shift Project* propose une analyse des actions déjà mises en œuvre et encourage l'ensemble des acteurs de l'administration à rehausser leurs ambitions sans tarder.

Contexte du rapport

Fruit d'un an et demi de travail, ce rapport s'inscrit dans le cadre du Plan de transformation de l'économie française (PTEF), un vaste programme de recherche lancé par le *Shift Project* au printemps 2020 pour accélérer la transition bas carbone du pays. La méthodologie adoptée dans le cadre du PTEF repose sur **une analyse des flux physiques** (énergie consommée, nombre de repas servis, taille du parc automobile, etc.) et sur **une approche systémique** mettant en interaction une dizaine de secteurs pour déterminer les leviers de décarbonation à actionner pour le prochain quinquennat (2022-2027) et à horizon 2050.

Afin de proposer des mesures opérationnelles adaptées à la réalité du terrain et à la grande diversité des métiers et des organisations qui constituent l'administration française, ce rapport a également bénéficié des **contributions d'une centaine d'acteurs de la fonction publique.**

Une transition engagée mais insuffisante

Les administrations ont de nombreuses obligations concernant leur fonctionnement (rénovation des bâtiments, restauration collective, renouvellement des véhicules, etc.), mais elles souffrent d'un **défaut de connaissance concernant leurs émissions de gaz à effet de serre et leur dépendance aux énergies fossiles.**

Former agents et élus et mesurer les émissions du secteur sont donc deux conditions *sine qua non* pour mettre ensuite en place le cadre législatif et réglementaire approprié, faire les bons arbitrages techniques, évaluer le coût des investissements nécessaires et garantir un service public de qualité à l'ensemble des citoyens.

Des actions à mettre en œuvre immédiatement

En plus de la formation et de la réalisation de bilans carbone, il est urgent de **mettre la sobriété et la résilience au cœur du fonctionnement de l'administration française**. La décarbonation doit devenir une **priorité portée au plus haut niveau et doit être planifiée** pour irriguer durablement l'ensemble de l'administration. Le rapport préconise un certain nombre de **mesures au niveau national et dans chaque administration**, de nature à traduire concrètement cette priorité et à permettre d'enclencher une dynamique de décarbonation ambitieuse.

Les méthodes de travail et d'organisation devront être repensées pour que l'accès aux services publics ne subisse pas les aléas climatiques ou énergétiques. Il est aussi nécessaire d'encourager et de valoriser les initiatives portées par les agents, de miser sur la transversalité et l'intelligence collective, et de **mettre la concertation et le dialogue social au cœur de cette démarche**.

Ces actions peuvent porter de premiers fruits visibles d'ici cinq ans, surtout si dans le même temps d'autres secteurs étudiés par le PTEF (alimentation, mobilités, numérique, etc.) ont suffisamment avancé dans leur propre transformation bas-carbone.

À l'arrivée : une administration décarbonée et renforcée !

Si, pour certains secteurs, décarboner a des conséquences lourdes et parfois douloureuses, la transformation de l'administration publique envisagée par le PTEF aboutit à **des résultats souhaitables pour les agents publics comme pour les usagers** : réduction des émissions de gaz à effet de serre, amélioration de la qualité de vie au travail et de la qualité du service public, maîtrise de la dépense publique, etc.

En mettant en œuvre les actions présentées dans ce rapport, l'administration sera enfin **plus légitime et pragmatique pour mener la transition bas-carbone de l'économie et de la société**. Ainsi, pour tout nouvel exécutif élu ou nommé souhaitant réussir cette transition, **décarbonation bien ordonnée commence par soi-même**.

À propos du *Shift Project*

The Shift Project est un think tank qui œuvre en faveur d'une économie libérée de la contrainte carbone. Nous sommes une association loi 1901 reconnue d'intérêt général, guidée par l'exigence de la rigueur scientifique. Notre mission consiste à éclairer et à influencer le débat sur la transition énergétique.

www.theshiftproject.org

Contacts

- *Jean-Guillaume Bretenoux, chef de projet « Administration publique » et auteur du rapport* : jean-guillaume.bretenoux@theshiftproject.org
- *Jean-Noël Geist, coordinateur du projet et responsable des affaires publiques du Shift Project* : jean-noel.geist@theshiftproject.org / 06 95 10 81 91